

Un parti en diapason avec sa ville?

Trois villes, trois climats politiques différents

«Après les élections communales le champ politique de la Ville de Luxembourg est dominé par le parti libéral.» Telle était la conclusion que nous avons tirée¹⁾ en 1987 d'une analyse statistique sophistiquée. 12 années et deux scrutins plus tard plus besoin d'être grand clerc en analyse des données pour arriver toujours à la même conclusion.

Une lune de miel qui dure depuis 30 ans

La victoire du parti libéral est d'autant plus éclatante qu'elle a été obtenue sans Lydie Polfer et Anne Brasseur, promues au gouvernement, et les votes personnels qu'elles drainaient grâce au système du panachage. Il est toujours difficile de trouver un point de départ pour analyser une série temporelle, surtout si les partis changent, se créent et se défont. Qui se rappelle encore du MIP, mouvement indépendant populaire, éphémère parti créé au début des années soixante et qui sera annexé par les libéraux par la suite? Faut-il additionner les voix du parti social-démocrate à celles du parti ouvrier socialiste? Nous n'avons pas retenu cette option pour la construction du graphique et dans le tableau 1 nous n'indiquons que le score des partis toujours en lice aujourd'hui. Commençons en 1963 quand les libéraux ont connu leur dernière défaite²⁾. Ne récoltant que 30% des voix ils se retrouvent pour la première et la dernière fois dans l'opposition. Lors de la dernière campagne, ils ont stigmatisé cette période où le bourgmestre était le socialiste Paul Wilwertz, la trouvant particulièrement néfaste, surtout à cause du plan de développement urbain Vago qui avait modifié la silhouette de la ville. En 1969 les libéraux connaissent un grand bond en avant en augmentant leur résultat de 4 points. Ce sera Colette Flesch qui deviendra maire et formera avec Camille Polfer et Boy Konen un «triumvirat». Camille Polfer va succéder à Colette Flesch quand celle-ci prendra en 1980 le portefeuille ministériel de Gaston Thorn qui quittait le gouvernement luxembourgeois pour devenir président de la commission des communautés européennes. La surprise aux élections suivantes sera due à la fille de Camille Polfer qui dès le début est parvenue à occuper la deuxième place sur la liste de son parti. Fin 1980 elle est appelée à prendre la relève de son père touché par une grave maladie et représentera pendant 18 ans l'essor culturel et économique de celle-ci. Nous

avons tenu à rappeler les quelques noms qui ont constitué l'équipe dirigeante du parti, connue par le dynamisme de sa jeunesse, faisant tout pour assurer une parfaite symbiose avec la ville en pleine mutation. L'écart entre la courbe des résultats communaux qui se trouve bien au-dessus de celle des législatives permet même de «mesurer» cet effet. Il y a un parallélisme dans l'évolution générale entre les deux courbes du parti libéral, celle des élections législatives suivant l'autre à un niveau plus bas. Le charme ne semble donc opérer qu'en partie pour les législatives, des considérations plus politiques y prenant le dessus. Sans qu'on puisse vraiment le confirmer, l'évolution contraire des deux courbes du PCS suggère qu'il y ait eu un échange entre le parti chrétien et le parti libéral pour les deux types d'élections. Certains votants du PCS au niveau national s'identifient au niveau communal plus avec la bourgmestre et son équipe ayant une identité locale, indépendante voire contraire aux positions du parti au niveau national où il se veut étatique, *staatstragend*. Le parachutage du candidat Jacques Santer a encore renforcé ce handicap. À l'encontre du PCS, le parti socialiste qui a ses fiefs dans le sud du pays donne parfois l'impression que les ténors de ces villes industrielles essaient d'imposer leurs intérêts locaux au niveau national. La gestion du dossier du centre de réhabilitation (REHA-Zenter) et l'implantation de celui-ci au Frankelach à Dudelange semble avoir dopé les socialistes de cette ville.

Un sondage réalisé par l'ILReS au cours des trois semaines précédant les élections communales³⁾ nous permet de connaître l'état de l'opinion publique dans le pays et dans trois grandes villes du pays: la capitale, Esch-sur-Alzette et Dudelange. Les réponses données à une première question permettent de mesurer le degré de satisfaction avec l'action de l'équipe sortante comme le montre le tableau 2.

Si l'on additionne les réponses des «oui» et des «peut-être», 55% des personnes interrogées souhaitent un changement. Ce taux est légèrement supérieur (57%) si on ne considère que les communes où le vote selon le système proportionnel est en vigueur. Le mécontentement à Esch semble grand, car 70% désirent des modifications au niveau communal, Luxembourg-Ville avec 57% se situe dans la moyenne des communes au vote proportionnel; à Dudelange, c'est l'état de grâce, le grand amour entre les socialistes et les électeurs, seulement 25% aspirant à des modifications. Ce sondage a d'ailleurs été pleinement vérifié par la sanction des électeurs: Mars di Bartolomeo et son équipe sortante ont été plébiscités. Par contre dans la deuxième ville du pays les deux partis de la coalition, le POSL et le PCS, ont connu un échec électoral qui a conduit au feuilleton de politique politicienne qui n'a toujours pas, un mois après le vote-sanction, au moment où sont rédigés ces lignes, trouvé de conclusion.

La comparaison entre le sondage et le suffrage est moins évidente dans le cas de la Ville de Luxembourg. L'explication se trouve probablement dans le sort différent que les électeurs ont réservé aux deux partenaires de la coalition. Rappelons qu'aux législatives le parti chrétien perd 3 points à Luxembourg-Ville tandis que le parti libéral en gagne 5. Cette tendance à été confirmée par les communales (PCS -2, PL +5). A posteriori on peut donc conclure qu'une grande partie des 37% qui désirent clairement un changement et des 20% qui sont plus hésitants désiraient en fait un changement de coalition.

Ville de Luxembourg

Comparaison des résultats aux communales et aux législatives

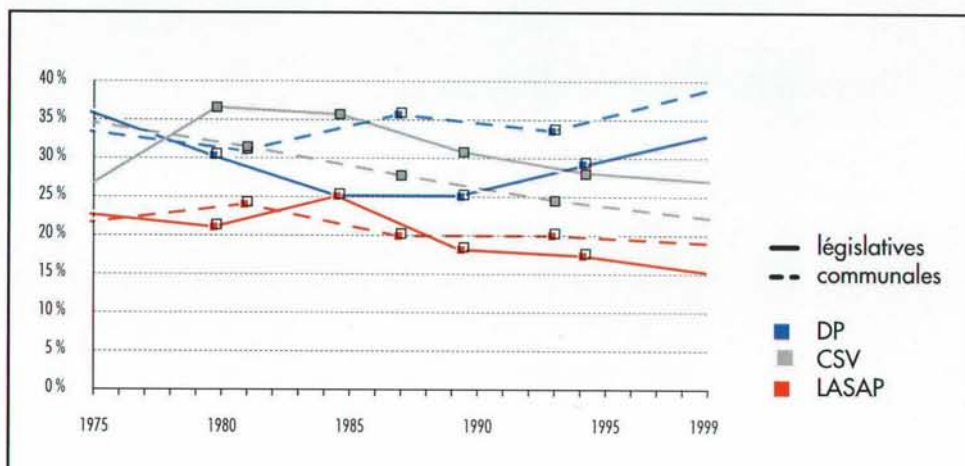


Tableau 1: Résultats aux élections communales : pourcentage des suffrages exprimés.

	1975	1981	1987	1993	1999
CSV	34.6	31.5	27.8	24.5	22.2
DP	33.7	31.2	35.9	33.8	39.0
LSAP	22.0	24.4	20.3	20.3	19.4
Glei/GAP/Greng			10.5	10.5	8.7
ADR				6.6	7.1
KPL & Lenks Lescht	4.4	3.9	4.9	2.1	3.6
Autres (SdP, NB)	5.3	9.0	2.2		

Tableau 2: Souhaitez-vous après le 10 octobre un changement dans l'équipe dirigeante de votre commune ou qu'elle soit remplacée par une nouvelle équipe?

ville	Changement				personnes interrogées
	oui	peut-être	non	ne sais pas	
Luxembourg	37%	20%	37%	5%	224
Esch-Alzette	51%	19%	26%	4%	157
Dudelange	15%	10%	73%	3%	174
ensemble pays	41%	14%	40%	5%	1483

Source : sondage ILReS

Tableau 3: Satisfaction avec le bilan de l'équipe communale pendant les six dernières années dans différents domaines.

Pourcentage des personnes interrogées satisfaites:	Ville de	ensemble	ensemble
	Luxembourg	pays	commune au vote prop.
infrastructures culturelles	77	71	72
environnement	66	73	73
transports publics au niveau local	66	67	65
aide aux associations	66	72	69
structures d'accueil pour enfants	57	64	64
éducation	53	65	61
étrangers et réfugiés	53	56	55
structures d'accueil pour personnes âgées	52	58	59
politique de la jeunesse	48	53	54
sécurité	43	59	56
personnes interrogées	224	1483	997

source : ILReS

Tableau 4: Répartition des personnes habitant Luxembourg-Ville selon leur statut professionnel et leur nationalité (31.3.199)

Statuts	étrangers	Luxembourgeois
ouvrier	52.8%	20.3%
employé	40.8%	43.0%
fonctionnaire	0.1%	23.4%
TII*	4.0%	6.4%
indépendants	2.2%	6.5%
agriculteurs	0.0%	0.3%
total	18.447	12.493

* travailleurs intellectuels indépendants, comme les médecins, les avocats etc. Source: CRP Gabriel Lippmann d'après les données de la sécurité sociale.

Le climat politique différent dans les trois villes est confirmé par une autre question du même sondage: Sur l'ensemble des électeurs 76% sont satisfait du bilan de leur conseil échevinal sur les six dernières années. Dudelange détient le record avec 92%, tandis que la Ville de Luxembourg se situe légèrement au-dessus de la moyenne avec 78% et Esch sensiblement en dessous avec 64%. Le tableau 3 montre le degré de satisfaction selon différents domaines.

La composition sociale du corps électoral

Parmi d'autres facteurs, le comportement électoral est fortement déterminé par la structure sociale ainsi que l'environnement économique et matériel. Sans entrer dans le détail considérons le tableau 4 qui montre la structure sociale de la population de la capitale à partir des seuls statuts socio-professionnels. Nous limitons notre commentaire aux Luxembourgeois qui sont les seuls à avoir le droit de vote au niveau national et qui constituent encore le gros des électeurs au niveau communal et nous pouvons constater qu'avec un fort taux d'employés (43%) et de fonctionnaires (23%) la capitale doit en effet être un terrain de prédilection pour le parti chrétien et le parti libéral. 36% des résidents de nationalité luxembourgeoise travaillent dans l'administration publique. Plus de 8% sont répertoriés dans l'administration communale⁴⁾. Ce sont surtout ces derniers qui sont susceptibles de développer un sentiment de loyauté envers un pouvoir en place depuis 30 ans sans alternance.

Même si le POSL n'est plus un parti ouvrieriste, et ne l'a d'ailleurs jamais été à Luxembourg-Ville, les 21% d'ouvriers constituent un réservoir naturel pour ce parti. Mais il faut se garder de faire un lien mécanique entre le taux des ouvriers et le vote pour le POSL, comme le montre d'ailleurs le cas de Esch (34% d'ouvriers, POSL 29%) et de Dudelange (29% d'ouvriers, POSL 60%). Ce n'est pas la modification sociale du corps électoral, mais la sous-estimation de ces transformations qui explique la perte de vitesse d'un parti, tel le POSL à Esch ou le PCS à Luxembourg-Ville. De même le bon score du parti libéral (39%) et la progression de son implantation électorale constante dans la capitale s'expliquent par sa capacité de renouvellement interne en diapason avec l'évolution sociale et économique de la Ville de Luxembourg.

Fernand Fehlen
chercheur au CRP Gabriel Lippmann et enseignant au Centre Universitaire et à l'IEES

¹⁾ Fernand Fehlen, Raymond Bisdorff, *Die Stadt Luxemburg wählt nicht homogen*, forum no 99, novembre 1987;

²⁾ L'histoire du parti libéral a été écrite par Rob Roemen, *Aus Liebe zur Freiheit, 150 Jahre Liberalismus in Luxemburg*, imprimerie Centrale, 1995;

³⁾ Sondage réalisé par l'ILReS du 15.9. au 8.10.1999 auprès de 1483 électeurs résidents au Luxembourg par une enquête téléphonique assistée par ordinateur (CATI);

⁴⁾ 1.041 résidents de nationalité luxembourgeoise de la Ville de Luxembourg se trouvent dans le secteur NACE «administration communale» qui ne se réduit cependant pas aux seuls salariés de la Ville de Luxembourg.